



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL

Attractivité - Actualisation du document type "Contrat d'Accompagnement" du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Le service de la Direction du Développement Economique et de l'Innovation de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé Business and Innovation Centre (BIC), permet aux créateurs d'entreprises innovantes de bénéficier de conseils appropriés et le cas échéant, d'une solution immobilière adaptée. L'objectif du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole est d'accompagner les porteurs de projets dans les premières années de la création de leur entreprise en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques. Cet accompagnement favorise l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses. Il permet ainsi l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Métropole.

A l'issue d'un processus de sélection opéré par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, les candidats retenus se voient proposer de signer des documents contractuels définissant les droits et les obligations de chacun : une charte, approuvée par la délibération n°8988 du 3 juillet 2009, et un contrat d'accompagnement, approuvé par la délibération n° 10305 du 28 juillet 2011.

Compte tenu de l'évolution de l'offre de services du BIC de Montpellier Métropole, et dans un souci de clarification et de simplification, une actualisation de ces documents est nécessaire :

- Le contrat d'accompagnement et la charte sont fusionnés et actualisés en un seul et même document ;
- Différents articles ont été mis à jour afin de mettre en exacte conformité avec les pratiques actuelles du BIC ;
- L'engagement du porteur de projet est renforcé, en particulier en termes d'assiduité aux actions individuelles et collectives auxquelles il s'inscrit ;
- Des informations concernant le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) ont été ajoutées, afin de se conformer à la réglementation en vigueur ;
- L'article « rémunération » a été modifié :
 - Les mentions faisant spécifiquement référence au numéro de la délibération tarifaire de l'année en vigueur ont été enlevées afin de limiter le travail d'actualisation ; en lieu et place, les tarifs seront annexés ;
 - La tarification des frais de dossier a été supprimée ;
 - La rémunération des prestations intellectuelles du BIC a été étendue aux entreprises hébergées en pépinière ; elle est désormais due annuellement par toutes les entreprises sous contrat d'accompagnement au 1er janvier de l'année ;
- Les informations relatives à l'installation de l'entreprise sur le territoire restent inchangées mais elles sont reportées dans l'article « obligations du porteur de projet » et dans l'article « résiliation et sanction » en cas de non-respect ;
- La durée du contrat qui est de 3 ans pour une entreprise non hébergée en pépinière, pourra exceptionnellement être prolongée pour une période de 12 mois supplémentaires sur décision du BIC ;
- Des solutions amiables sont rajoutées dans l'article « contestations litiges ».

Aucune disposition ne vient augmenter la responsabilité Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du nouveaux contrat d'accompagnement du BIC ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-182919A-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat d'Accompagnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.